

ENTRETIEN

« Il est impératif de reconstruire la communauté arménienne de France »

Entretien avec Tigrane Yegavian

« *Nor Haratch* » a rencontré le chercheur au Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R), expert du Moyen-Orient, du Caucase et du monde lusophone et journaliste, Tigrane Yegavian à l'occasion de la publication de son rapport de recherche intitulé « *Les diasporas turque et azerbaïdjanaise de France : instruments au service du panturquisme* ».

« *Nor Haratch* » - *Nous commémorons cette année le quatorzième anniversaire de l'assassinat de Hrant Dink. Une bonne occasion pour aborder la question du nationalisme turc en France.*

En 2019, vous avez publié un livre intitulé « Minorités d'Orient », qui a suscité un grand intérêt. Ce mois-ci, vous avez publié un rapport de recherche dans laquelle vous étudiez la thèse du panturquisme, qui représente toujours une grande menace dans la conscience collective des Arméniens. Tout au long de l'Histoire, les Arméniens ont souvent été la cible de cette menace. Nos compatriotes français et les Européens sont-ils également menacés ?

Tigrane Yegavian - Tout d'abord, il faut préciser que nous sommes entrés dans une nouvelle phase du contexte géopolitique et qu'en tant que Français d'origine arménienne – ou Arméniens de France – nous avons été pris pour cible par des réseaux turcs radicaux. Pendant la guerre d'octobre, des événements sans précédent ont eu lieu dans les régions à forte population arménienne, en particulier dans la région de Lyon, où des manifestants turcs ont mené des actions et proféré des slogans anti-arméniens, ce qui a provoqué une onde de choc dans la communauté arménienne de France, qui a été prise par surprise. Les autorités françaises ont répondu fermement à ces incidents, mais l'opinion publique française reste quelque peu indifférente à cette menace.

Avec ce rapport de recherche, mon objectif n'est pas de me positionner en tant que chercheur arménien vivant en France, mais de parler dans l'intérêt de la France et d'avertir l'opinion publique de la dangereuse propagande turco-azerbaïdjanaise. D'ailleurs, on parle beaucoup de la communauté turque en France, parce qu'elle représente un nombre important – entre 600 000 et 700 000 personnes – mais nous ne la connaissons pas vraiment et nous n'avons pas assez d'information à son sujet. D'ailleurs, quand on parle des Turcs vivant en France ou des Français d'origine turque, il ne faut pas généraliser et voir tout en noir ou blanc : il faut prendre en compte

la diversité et les particularités de cette communauté, car tous les Turcs ne sont pas des extrémistes ou des partisans d'Erdogan.

Il faut cependant noter que c'est la première fois que la République de Turquie utilise directement et ouvertement la communauté turque en France pour servir ses intérêts géopolitiques. Ici, nous pouvons faire une comparaison avec les années 1930, lorsque le gouvernement fasciste de Rome avait utilisé à son avantage l'importante communauté italienne de France.

« *NH* » - *Le rapport de recherche que vous avez publié est une commande du CF2R (Centre Français de Recherche sur le Renseignement). Pouvez-vous nous présenter cette institution ?*

T. Y. - Le CF2R est un centre de recherche qui a été fondé il y a une vingtaine d'années. Sa position est pro-gouvernementale et vise à défendre les intérêts français. Le centre est dirigé par Eric Denécé, un ancien agent du renseignement. Il est l'auteur de nombreux ouvrages et études historiques, géopolitiques et militaires. Nous partageons diverses préoccupations, notamment sur la question du panturquisme. Cela fait six ans que nous travaillons ensemble. Un de nos objectifs est d'informer l'opinion publique sur la communauté turque en France, qui vit quasiment dans un ghetto. Il existe bien sûr des informations, mais elles ne sont pas centralisées, et donc on parle donc très peu de cette question. Contrairement aux Arméniens, qui sont un exemple d'adhésion aux valeurs françaises, les Turcs, pour diverses raisons, poursuivent un plan très clair de « turquification » en rejetant les mariages mixtes ou en renforçant leurs liens politiques, familiaux, psychologiques et économiques avec la Turquie en général, tout en rejetant les valeurs républicaines de la France.

Ce phénomène se traduit de différentes manières. Par exemple, les Turcs de France ont récemment formé un nouveau parti pour faire entendre leur voix aux élections lé-

gislatives ou municipales. De cette manière, ils veulent étendre leur influence parmi les communautés musulmanes. On ne peut pas dire qu'ils aient réussi jusqu'à présent, mais il faut souligner le fait qu'ils disposent de ressources financières importantes, grâce aux réseaux de consuls turcs. Soit dit en passant, il y existe huit consulats turcs en France, dont le plus grand est situé dans la capitale européenne Strasbourg, ce qui est d'une importance stratégique. Nous devons également garder à l'esprit l'influence des réseaux islamiques qui défendent les intérêts de l'État turc à l'international.

Compte tenu de tous ces dangers et menaces, le CF2R m'a chargé de rédiger ce rapport. Nous allons également publier un livre sur l'histoire



Tigrane Yegavian

des services turcs. Le département édition du CF2R est d'ailleurs très apprécié des spécialistes français.

« *NH* » - *Dans votre rapport de recherche, vous retracez l'histoire de l'émigration turque en Europe – en particulier en France – et de la pénétration progressive de l'idéologie nationaliste turque parmi les Turcs émigrés, puis plus tard dans la communauté azérie de France qui compte 70 000 personnes. Pouvez-vous nous dire en quoi la communauté turque de France se différencie des communautés musulmanes d'Afrique du Nord ou d'Afrique de l'Ouest ?*

T. Y. - Tout d'abord, un bref aperçu historique. La communauté turque est née en France dans les années 1960, alors que la France connaissait une forte croissance économique et qu'elle visait à attirer des migrants non seulement d'Afrique du Nord, mais également de différents pays. A l'époque, un accord a été signé avec la partie turque. Contrairement aux immigrants turcs installés en Allemagne,

pour la plupart originaires d'Anatolie orientale, la majorité des immigrants qui se sont installés en France venaient des régions côtières. Au début, ils n'avaient pas l'intention de s'installer ici de façon permanente et c'est pourquoi ils ont gardé le contact avec leur pays d'origine. Cette situation a évolué avec la deuxième génération de Turcs en France, qui ont demandé la citoyenneté, réalisant qu'ils resteraient ici et ne rentreraient pas en Turquie. A partir de là, ils ont commencé à s'organiser. Mais les autorités turques des années 1970, 1980 et même 1990 n'ont pas réussi à créer de nouvelles structures. Leurs principaux outils étaient les réseaux islamiques, tels que Millî Görüş, le réseau de Fethullah Gülen ou la Présidence des

affaires religieuses (Diyaret İşleri Başkanlığı). De cette manière, ils sont parvenus à maintenir dans une certaine mesure les migrants sous contrôle. Les Turcs qui vivent dans la région lyonnaise, ou dans les villes ou villages en Alsace et en Lorraine, sont conservateurs et adeptes d'une vision sectaire de l'Islam, qui est la base de leur identité.

La plupart des Turcs en région parisienne sont des Alevis et des Kurdes, qui se sont installés en France après le coup d'État militaire pour échapper aux persécutions politiques. Il y a également des chrétiens de Turquie moins connus, comme les Assyro-Chaldéens, qui ont fui le conflit turco-kurde et qui se

sont progressivement installés dans le nord de Paris dans les années 1970.

En ce qui concerne les Azéris, il est difficile de distinguer ceux qui sont venus d'Iran et ceux qui ont émigré de la République d'Azerbaïdjan. Les sources officielles azerbaïdjanaises indiquent qu'il y aurait au moins 70 000 Azéris en France, mais je ne peux pas confirmer ce chiffre. Il faut souligner que la France est d'une importance stratégique pour l'Azerbaïdjan. En effet, la France est à la fois coprésidente du groupe de Minsk et membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU. De plus, elle abrite la communauté arménienne la plus politisée d'Europe. On oublie parfois que la politisation de la communauté arménienne de France constitue une menace pour les intérêts turcs et azerbaïdjanais. Par conséquent, nous devons garder à l'esprit que c'est la raison pour laquelle ils dépensent autant d'argent pour corrompre les politiciens français et la presse afin d'atteindre leurs objectifs.

Lors de la récente guerre au Karabakh, les Azéris et les Turcs ont mené leur propagande par le biais de la corruption, mais aussi par grâce à leurs liens étroits avec d'anciens diplomates français.

Autre phénomène intéressant : pendant la guerre, les Arméniens ont d'une certaine manière repris l'étiquette des « chrétiens d'Orient ». Il y a dix ans, l'Arménie, l'Artsakh et les Arméniens en général étaient présentés comme l'une des parties au conflit du Karabakh luttant pour l'autodétermination du peuple d'Artsakh. Ce conflit n'était pas présenté comme un choc des civilisations. Mais récemment, les personnalités de l'intelligentsia française de droite ont compris l'enjeu religieux de cette guerre et ont ainsi défendu les Arméniens. Je ne suis pas personnellement convaincu que l'étiquette des « chrétiens d'Orient » soit bénéfique aux Arméniens, car il y a en France des Arméniens de tous bords, de l'extrême droite à l'extrême gauche. D'ailleurs, à mon avis, la quatrième génération d'Arméniens est plus proche des idées de droite, en particulier la communauté vivant dans le sud de la France.

« NH » - Dans quelle mesure la radicalisation de la communauté turque est-elle une conséquence de la politique négationniste de l'Etat turc contre le génocide de 1915 ?

T. Y. - En 2001, lorsque le projet de loi reconnaissant le génocide arménien de 1915 a été débattu à l'Assemblée nationale et au Sénat français, les Turcs ont réussi à le présenter comme une censure et un projet de loi anti-musulman. Aujourd'hui, les Azéris réutilisent la même propagande sur la question de l'Artsakh, mais ne se limitent pas à cette stratégie: ils ont aussi des liens très étroits avec les responsables de la communauté juive et affirment que l'Azerbaïdjan est un pont entre l'Orient et l'Occident.

Quant à la coopération avec la Turquie, elle est très importante pour l'Azerbaïdjan, qui à lui seul n'a pas beaucoup de ressources en France. Le tandem turco-azerbaïdjanais a des liens avec des Français défendant un discours nationaliste, anti-arménien et pro-turc (je ne donnerai pas de noms) qui servent directement les intérêts turco-azerbaïdjanais.

À mon avis, le panturquisme existe, mais son influence ne doit pas être exagérée. Le panturquisme n'existe pas en tant qu'idéologie politique. Il existe surtout parce qu'il y a une grande diaspora azerbaïdjanaise en Turquie, ce qui est un phénomène relativement nouveau. Au cours des dix dernières années, les Azéris ont émigré en masse vers la Turquie, et à la suite de nombreux mariages mixtes, une osmose entre

ces deux peuples est perceptible, ce qui est un phénomène naturel. Il existe des liens économiques réciproques entre les deux pays et, contrairement aux relations Arménie-Russie, les relations entre Bakou et Ankara sont plus équilibrées. La société pétrolière azerbaïdjanaise « Socar » est le premier investisseur en Turquie. Par conséquent, il est indéniable que le lobby azéri a son propre agenda, mais qu'il utilise également les nouveaux réseaux turcs qui servent ses objectifs.

Les Arméniens doivent comprendre que leur ennemi est loin d'être endormi et qu'il vise à affai-



Rassemblement de militants des Loups Gris à Lyon. Au premier plan, Ahmet Çetin, condamné en septembre dernier pour « incitation à la haine ».

blir ses structures et institutions, telles que la FRA et le CCAF, ainsi que tous les Arméniens qui occupent des postes à responsabilité.

« NH » - Il y a aussi la question de l'Islam. Il existe une certaine forme de rivalité entre l'Arabie saoudite, l'Égypte, l'Afrique du Nord et l'Iran. Dans quelle mesure le panturquisme et le panislamisme sont-ils liés ?

T. Y. - Le rapprochement entre le panturquisme et le panislamisme date des années 1970, lorsque le chef du parti nationaliste turc Alparslan Türkeş est entré au gouvernement du politicien nationaliste, Necmettin Erbakan. A la suite du coup d'État militaire de 1980, une synthèse turco-islamique a commencé à voir le jour en Turquie.

Je pense que Recep Tayyip Erdoğan utilise le panislamisme pour servir ses ambitions. Dans le même temps, il est clair que la solidarité turco-islamique joue un grand rôle dans le réseau des musulmans, car la République de Turquie, en tant que pays puissant et moderne, incarne un exemple pour les partis islamiques dans différents pays, du Maroc au Pakistan. Dans ce contexte, les réseaux proches du Qatar et des Frères musulmans en France servent les intérêts turcs. Ils coopèrent les uns avec les autres.

« NH » - L'Empire ottoman avait pour objectif de conquérir l'Eu-

rope. Quel est le but recherché par les récentes offensives menées par la Turquie ?

T. Y. - Tout d'abord, il faut dire que l'affaiblissement de l'Europe contribue au renforcement de ces mouvements. L'Union européenne a perdu sa position politique et militaire et les droits de l'homme sont devenus sa « religion ». Malheureusement, les dirigeants européens n'ont pas correctement évalué la menace posée par les mouvements islamistes. Ils continuent d'obéir au chantage d'Erdoğan, car leur priorité est d'assurer la stabilité sur le plan de la politique intérieure. Après

savons, l'Allemagne a des liens très étroits avec la Turquie et la Turquie s'inspire également du nationalisme économique et politique allemand. L'Allemagne s'est quelque peu opposée à la France lorsqu'elle a tenté de punir la Turquie pour ses manœuvres contre Chypre, la Grèce et même pour le conflit du Karabakh. À cet égard, il y existe de graves différends entre Berlin et Paris, ce qui a affaibli la position diplomatique française, car le président Emmanuel Macron, bien qu'il s'évertue à convaincre les autres pays que l'Europe doit se redresser, les présidents européens ne lui font malheureusement pas confiance, ce qui fait que la position de la France demeure très faible. Les Européens sont divisés et je pense qu'ils continueront de l'être, car il n'y a pas d'alternative à l'OTAN. Les Etats-Unis ont également fait comprendre à l'Europe qu'elle ne pouvait pas agir indépendamment. Par conséquent, nous devons revenir à une question interne : celle de définir quel type d'Europe nous voulons, afin d'être en mesure de trouver un terrain d'entente avec les Turcs. C'est le principal défi de l'Europe.

« NH » - Le renforcement de la communauté turque en France et les positions extrémistes turques constituent également une menace pour la communauté arménienne. En prenant pour cible la communauté arménienne, ils tentent d'affaiblir le soutien des Arméniens de France à l'Arménie et à l'Artsakh. Lors de la dernière guerre, on a clairement vu comment la Turquie a utilisé le nationalisme de la communauté turque contre la communauté arménienne. Dans les conditions actuelles, quelle devrait être la position de la communauté arménienne concernant le développement des relations franco-arméniennes ?

T. Y. - Nous devons reconsidérer notre position. Au cours de cette guerre, nous avons magnifiquement soutenu et défendu l'Arménie et l'Artsakh, avec une mobilisation de tous les Arméniens sans distinction. Cependant, la situation est désormais différente et une autocritique est nécessaire, en particulier lorsque certains cercles financièrement stables ne comprennent pas que le lien entre l'Arménie et la diaspora n'est pas sain. Par conséquent, il est impératif de poser de nouvelles bases à ces relations.

Je considère que les Arméniens de la diaspora ont une part de responsabilité dans la défaite de l'Arménie, car il n'y a eu assez d'investissements dans le renforcement de l'Arménie. Nous nous sommes réveillés trop tard...

Nos structures communautaires sont relativement anciennes. Et

« NH » - Les leviers économiques jouent un rôle très important dans la stratégie turque visant à désarmer l'Europe. Comment se fait-il que la protection des droits de l'homme soit devenue la « religion » de l'Europe, au détriment des intérêts économiques ? Dans quelle mesure peut-on dire que l'Europe est le défenseur des droits de l'homme au Moyen-Orient, compte tenu de la position géopolitique de la Turquie et des monarchies pétrolières ?

T. Y. - Il règne une certaine hypocrisie en Europe, surtout de la part de l'Allemagne. Comme nous le

comme elles n'ont pas de vision, elles s'affaiblissent progressivement. Certains individus cherchent même à démanteler le CCAF pour prendre sa place. Aujourd'hui, on voit émerger de nouvelles communautés de diaspora, qui sont pour la plupart composées d'Arméniens d'Arménie, qui ont une approche de l'Arménie complètement différente. Certains d'entre eux ont réussi dans divers domaines et sont en mesure de développer des programmes bénéfiques à l'Arménie.

Quand on parle des liens entre l'Arménie et la communauté arménienne de France, il ne faut pas se limiter à l'aide humanitaire, au tourisme ou aux affaires. C'est pourquoi nous devons réorganiser notre communauté, en y incluant les « nouveaux arrivants », qui ne partagent pas les mêmes préoccupations que nous. Il faut souligner qu'au niveau mondial, les Arméniens de France ont historiquement joué un rôle important dans la défense de l'Arménie et de la cause arménienne.

« NH » - *En un mot, le nationalisme turc en France pousse la communauté arménienne à se réorganiser ses structures et à reconsidérer ses relations avec la France et l'Arménie...*

T. Y. - Tout à fait, et sans complexe, car nous avons prouvé à maintes reprises que nous sommes à cent pour cent citoyens français et que nous défendons les valeurs de la République française. Mais d'un autre côté, nous avons le droit d'aider notre patrie et de travailler à la renforcer. Par exemple, pourquoi ne pas créer un Sénat en Arménie composé d'Arméniens de la diaspora ? Jusqu'à présent, notre principale faiblesse a été notre manque de compréhension du concept d'État. Nous ne devons pas juger seulement sur le plan émotionnel, mais penser de manière concrète. Par conséquent, nous devons professionnaliser les structures de la communauté arménienne et y impliquer des forces extérieures. ■

Propos recueillis par
Jirair TCHOLAKIAN

NÉCROLOGIE

Sdépan Nalbandian n'est plus

Par Sahag SUKIASYAN

Dans la nuit du 23 Janvier, à Erevan, est décédé l'architecte Sdépan Nalbandian, à l'âge de 62 ans.

Spécialiste du patrimoine arménien, il a consacré avec passion la plus grande partie de sa vie professionnelle à sa découverte, à son étude et à sa restauration. Pour l'essentiel

jeunes arméniens originaires d'Arménie et de Diaspora ont travaillé sous sa direction et aussi souvent gagné en lui un ami.

Dans le cadre de cette coopération, durant plus de trois décennies, Sdépan a assuré le travail scientifique et le suivi de nombreuses restaurations, dont celles des églises de Gogaran, Dathev (saint Minas du village), Tchitchkhanavank, Chigahoghk, Yeghvard, Meghri, Dantzaparakh, Srachen, et Goris. Infatigable travailleur, il était toujours occupé à produire de nouvelles études pour de nouveaux projets. Il y a quelques jours, les Monuments historiques d'Artsakh lui confiaient la restauration du prestigieux monastère de Gantsassar.

Aujourd'hui, c'est non seulement la famille Terre et Culture qui est en deuil, mais avec elle le monde arménien tout entier qui perd l'un des ses fils les plus dévoués à son histoire et à sa culture.

Un office des Défunts a été célébré à sa mémoire le 25 janvier en l'église Saint Jean-Baptiste à Erevan, et ses obsèques, le lendemain.

Les pensées et les condoléances attristées de tous les membres de l'Organisation Terre et Culture vont à sa famille, à ses proches, à tous ceux qui l'ont connu et partagé ses idéaux.

Bénie soit la mémoire des justes ! ■



des monuments religieux. Sdépan Nalbandian avait été durant des années membre de l'association des architectes-restaurateurs d'Arménie et assumait également des responsabilités au sein du conseil d'administration de l'Organisation Terre et Culture en Arménie et du conseil de l'union internationale des Organisations Terre et Culture.

Depuis 1988, Sdépan Nalbandian était un collaborateur inlassable et passionné des programmes de l'Organisation Terre et Culture. Depuis sa première collaboration avec l'organisation à l'occasion de la restauration de l'église de la Sainte Mère de Dieu du village de Gogaran (région de Spidak), des centaines de

MANIFESTE DU GROUPE ARMARAS

Le compositeur français d'origine arménienne, Michel Petrosian, a récemment publié sur sa page Facebook le « Manifeste du Groupe Armaras », produit d'une réflexion engagée depuis plusieurs semaines au sein d'un groupe regroupant médecins, sociologues, juristes, historiens d'art, et urbanistes.

Cette réflexion a pour objet d'attirer toutes les personnes compétentes et sincères afin de réfléchir et d'engager des actions concrètes pour l'Arménie et la diaspora.

Les personnes qui souhaiteraient mettre leurs compétences professionnelles au service d'une réflexion approfondie peuvent prendre part à ce mouvement en écrivant à l'auteur du manifeste.

1. Obsolescence et anachronisme

Les événements dramatiques de la deuxième guerre du Karabakh ont mis en évidence l'obsolescence et l'anachronisme des logiciels censés nourrir la pensée et orienter l'action, aussi bien en Arménie que dans la diaspora. La refonte de ces logiciels s'impose, de manière globale et holistique, à commencer par la sémantique utilisée.

2. Vers une communauté transnationale et une arménité multicentrique La diaspora et l'Arménie ont été articulées tantôt comme deux entités distinctes, tantôt comme les avatars d'une nation duale et divisible. La situation dramatique récente impose désormais de penser la continuité et d'envisager la nation arménienne comme duale et indivisible. Sans déloyauté à l'égard de leurs pays respectifs, les Arméniens du monde entier doivent se concevoir comme une communauté transnationale, comme une méta-nation. Le rapport entre l'Arménie et la diaspora doit par conséquent changer, notamment du point de vue de la représentation « centre – périphérie ». Nous introduisons le concept d'une arménité continue et multicentrique.

3. Identité matérialisée et dématérialisée, identité choisie

En adéquation avec les avancées technologiques de notre époque, et la possibilité d'exister en réseau, le virtuel n'en devient pas moins réel. Ainsi, cette double existence de la communauté transnationale (ou méta-nation) se décline en deux états, matérialisé et dématérialisé. Pour autant, l'existence d'une Arménie souveraine garantit la vitalité d'une culture et d'une préservation d'une identité (notamment linguistique), dont plusieurs éléments doivent être repensés, pour parvenir au concept d'une identité choisie et non subie.

4. Arménie comme aspiration

L'Arménie doit devenir non seulement un lieu d'inspiration, mais aussi d'aspiration. Concrètement, toute personne se reconnaissant au sein d'une méta-nation doit penser sa vie privée et professionnelle en intégrant une part de lien direct avec le pays arménien.

5. Présence de la diaspora au sein de l'Etat

Le nombre de personnes se reconnaissant dans une forme d'identité arménienne est largement supérieur à l'extérieur des frontières de l'Arménie. Longtemps la diaspora a servi de caution ou de banque, sans la possibilité directe d'intervenir dans la vie politique en Arménie. Cette situation doit changer. La facilité d'obtention d'une double nationalité s'accompagnera par un accès plus simple aux postes décisifs, et nous sollicitons toutes les structures diasporiques existantes, ainsi que l'Etat arménien, à collaborer au changement constitutionnel qui permettra la représentation et la présence diasporique beaucoup plus massive qu'auparavant dans le corps politique en Arménie.

6. Structure décisionnelle globale

L'une des nécessités de la communauté transnationale, duale et indivisible, est l'existence d'une structure para-étatique capable de prendre des décisions pour l'ensemble du corps méta-national. La forme concrète de cette structure sera discutée ultérieurement, et l'arbitrage se fera entre les trois propositions actuelles : le Congrès arménien mondial, le Sénat arménien ou l'Assemblée constituante arménienne.

7. Une vision de l'avenir

Une élaboration d'une vision globale à moyen et long terme pour l'avenir de l'Arménie et de la diaspora se fera par cercles concentriques regroupant des personnes par domaine de compétence, à partir de cette vision multicentrique, une présence matérielle et dématérialisée, une présence diasporique dans les structures d'Etat arménien et la structure décisionnelle para-étatique articulée hors sol. ■